

militaire lui délivra un certificat constatant qu'on ne pouvait rien lui reprocher. M. Ackermann exigea à être confronté avec son dénonciateur allemand, qui fut confondu et stigmatisé comme calomniateur. Une quinzaine de jours plus tard, le dénonciateur fut condamné par le tribunal à trois mois de prison.

Le 31. 12. 1914 Raymond de Waha, constatant qu'en Allemagne, «dans les sphères élevées», on commence à s'inquiéter de la tournure que prennent les affaires, vient demander conseil au docteur Welter. «Par ma nomination de professeur à l'université de Cologne, dit-il, on m'a octroyé la nationalité prussienne, sans que pour cela j'aie perdu la nationalité luxembourgeoise. Il se pourrait que je fusse dans le cas d'être appelé sous les drapeaux au printemps suivant parce que j'appartiens jusqu'à l'âge de 45 ans au Landsturm.» Welter lui dit: «Dépouillez-vous de la nationalité prussienne et redevenez entièrement Luxembourgeois. Oui, fut la réponse, c'est ce que je pensais aussi. Autrefois je croyais rester toujours en Allemagne, et au commencement de la guerre j'avais regardé la cause allemande comme juste. Mais pendant le cours des événements mes opinions ont changé . . . et surtout en voyant la haine des Luxembourgeois pour tout ce qui est allemand, je suis hésitant et je ne peux plus me mettre en opposition avec mes compatriotes.» Welter, qui rend hommage aux sentiments qui honorent de Waha, espère «qu'il sortira la tête haute du conflit qui l'accable.»

Le 2. 1. 1915 Welter reçoit une lettre via La Haye du général français Kolb qui, en 1911, avait été victime avec sa femme d'un accident de chemin de fer en gare de Luxembourg et avait été soigné par le docteur Welter. Le général s'adressait à ce dernier pour lui demander de venir en aide à son fils, gravement blessé, et cela pour autant qu'il devrait se trouver dans une ambulance de la région luxembourgeoise. Raym. de Waha qui devait se rendre le 6 janvier à Cologne s'offrit pour faire des recherches par l'ordinariat de l'archevêque de Cologne. De son côté Welter s'adressa au professeur Garré qui devait se trouver à la tête des ambulances de Trèves.

«Le 15 janvier le comte de Saintignon, maire de Longwy, et le commandant militaire de cette place avaient à Luxembourg, au palais du Gouvernement, une entrevue avec M. Désiré Derulle, consul général des Etats-Unis, pour s'entendre sur l'alimentation de la population du pays de Longwy. En présence du fait que la population mourait de faim et que l'Allemagne était incapable de la nourrir, il fut convenu que M. Derulle se rendrait en Hollande pour obtenir, par l'entremise des agents consulaires de l'Amérique, que les Etats-Unis fournissent de la nourriture à ces malheureux. Devant l'observation de M. Derulle que les Etats-Unis feraient peut-être des difficultés en redoutant que les denrées qu'ils pourraient envoyer ne pussent servir à l'entretien des troupes, le commandant militaire de Longwy certifia par écrit que la population n'avait plus rien à manger et que l'Allemagne était hors d'état de fournir les aliments nécessaires à la nourriture. J'ai lu de mes yeux ce certificat, inscrit dans le passeport de M. Derulle. C'est pourtant grave, fort grave.»